

L'enfer et les bonnes intentions

Philippe TOURNIER



Non, l'enfer, ce n'est pas le collège : l'enfer, c'est la façon dont notre institution aborde la question du collège ! Un vaste cimetière de « BO spécial collège » dont les élégantes jaquettes bleu nuit cachent d'innombrables déclarations de bonnes intentions, dessinant un monde scolaire onirique, (dont personne n'explique par quel chemin on y va et dont quelques instants dans les couloirs d'un collège durant un interclasse montrent combien il est décemment onirique).

Il y a maintenant un quart de siècle, le choix a été annoncé d'un collège unique. Depuis, deux logiques sont implacablement à l'œuvre : d'une part la poursuite jusqu'à l'absurde du principe que l'égalité, c'est ranger tout le monde dans la même boîte ; d'autre part la « correction » du premier principe par diverses usines à gaz, généralement confuses et rarement conduites à leur terme. En annonçant que le collège redevenait (à juste titre) une priorité, le ministre semble avoir à choisir entre une énième réforme qui répéterait les impuissances des précédentes, ou une autre qui leur tournerait le dos en suivant l'idée que la dissolution du collège unique est la meilleure façon d'en corriger les effets. Baissez le rideau et retour à la case « départ ». Peut-être dirigez-vous un collège et lisez-vous ces lignes dans un bref (et suspect) instant d'accalmie entre deux incidents et vous vous dites : « bof, le collège unique... ».

L'État, le collège unique et nous.

La position du SNPDEN sur le collège est constante et sans ambiguïté : depuis 1994, quatre congrès ont confirmé que « le collège doit accueillir tous les élèves selon des modalités différenciées mises en place par les projets d'établissement ». Oui, le principe d'un collège unique ne peut être remis en cause dès l'instant où l'on revendique un certain héritage : son alternative ne peut être qu'un système de filières qui dérivera vers la planification consciencieuse de la ségrégation sociale et/ou communautaire. Tout le monde sait fort bien où iront et où n'iront pas (et pas du seul fait de leur mérite scolaire) Brahim et Charles-Henry, Fatima et Dorothée si il y a des filières au collège ou le retour d'une orien-

tation précoce. C'est le choix du projet social de l'école qui serait mis en cause mais qui ne peut voir la souffrance concrète du collège aujourd'hui ?

Alors, que faire ?
Vainement se lamenter ?
Attendre que ça passe ?
Fermer les yeux ?

Le collège souffre aujourd'hui essentiellement de difficultés de socialisation d'un nombre variable mais toujours présent d'élèves, et plus seulement de « mauvais élèves ». Ce n'est pas le lieu de reprendre ici par le détail ces difficultés (d'ailleurs diverses) mais chacun constate qu'elles sont essentiellement liées à des évolutions des représentations et des comportements, et à l'inadéquation entre ces évolutions et celles de l'école. Mais, alors que cette inadéquation devrait stimuler la création pédagogique, elle nourrit le découragement, le désarroi et les analyses expéditives là où elles ne devraient pas être.

Ce n'est certainement pas une réforme des études qui répondra aux tensions que connaît le collège :



une demi-heure dédoublée de ceci, des ateliers d'initiation à cela, débiter le grec ou la LV2 telle ou telle année ne régleront rien, rien de rien.

Il faut le dire : il n'y a pas de « remède » aux tensions actuelles du collège : il n'y a que des solutions inventées là où se pose le problème et par ceux auxquels il se pose. Cela laisse à Jack Lang la possibilité d'explorer une voie peu fréquentée par nos ministres : faire appel, et confiance, à la créativité et à l'intelligence des acteurs de l'éducation. Ça, évidemment, ce serait totalement nouveau : les éducateurs sont fort complaisamment maintenus dans un rapport infantile à l'institution scolaire qui le reproduit et leur reproche. Alors qu'il recrute presque tous les acteurs de l'éducation à « Bac +3 », l'État se croit indispensable pour fixer la forme des bulletins scolaires ou les dates de conseils de classe du dernier trimestre¹. Il croit devoir fixer les horaires dans le détail, il ne se préoccupe guère de savoir si ces heures ont vraiment lieu, ni comment. Il raffine sans cesse l'organisation du Brevet mais est incapable de mettre sur pied des indicateurs sérieux pour le collège. Vainement proluxe sur les détails, il est pesamment silencieux sur l'essentiel. Le collège irait d'ailleurs déjà mieux si l'État était capable de formuler son projet éducatif² hors duquel discuter de la « forme » du collège n'a pas de sens : le SNPDEN ne cesse de le répéter.

Cinq conditions pour pouvoir travailler au collège.

Le SNPDEN n'a pas de « solution » pour le collège : il propose simplement un autre état d'esprit qui supposerait que le niveau national, hors des trames nécessaires à la cohérence du service public, abandonne l'idée que c'est à lui de trouver les remèdes à des difficultés qui s'expriment si diversement parce qu'elles sont très diverses. En revanche, c'est bien à lui d'assurer des conditions équitables et transpa-



rentes qui donnent réellement aux acteurs des établissements l'espace et les moyens d'agir opportunément. Cela suppose cinq éléments.

- Il faut d'abord des lieux et des temps de débats où la créativité pédagogique puisse s'exprimer concrètement dans les collèges. C'est dans cette perspective que le SNPDEN a fait inscrire dans le protocole la création d'un conseil pédagogique. Or, aujourd'hui, la « créativité pédagogique » consiste essentiellement à essayer de comprendre ce que d'autres ont imaginé là-bas, au loin. La pauvreté des analyses de bien des éducateurs est le fruit d'un système où, quoiqu'on en dise, on n'aime ni l'imagination, ni l'originalité³. Nous revendiquons (et pas pour nous seuls) de ne pas être des applicateurs de « BO » inapplicables mais de véritables animateurs pédagogiques. Tout cela suppose, évidemment, une expertise, un accompagnement, une formation continue essentiellement centrés sur l'élève et le fonctionnement de la classe⁴.
- Il faut ensuite porter l'accent sur la certification des collégiens dont, entre autres, un socle commun vérifié et obligatoire mais auquel l'enseignement au collège ne se réduit pas. L'actuel paradoxe est qu'on chipote pour quelques heures de ceci ou de cela mais qu'on ne se soucie guère des performances des élèves qu'on ne mesure à peu près jamais. Et le Brevet ? Oh ! Paradoxe d'un examen qu'on délivre (comme les autres) sur la base d'une moyenne de 10/20, ce qui veut dire qu'on attend d'un élève qu'il soit raisonnablement ignorant, qu'il sache la moitié de tout... mais on ne sait pas quelle moitié⁵ !
- Il faut aussi prendre en compte toutes les compétences des collégiens, y compris celles qui n'entrent pas dans le champ habituel des savoirs scolaires. Un collège ouvert à tous ne peut pas valoriser uniquement des compétences « académiques », socialement très connotées : un tel système dévalorise de facto tous ceux qui ne correspondent pas à ce modèle. Or que fait-on depuis des années si ce n'est s'ingénier à rendre abstrait, conceptuel et épuré tout ce qui serait susceptible de faire appel à d'autres qualités⁶ ? Reconnaître la diversité des formes d'intelligence obligera à se poser la question de ce qu'il y a de commun entre tous les collégiens... hormis être simplement ensemble.
- Il faut également affirmer le collège comme la seule institution responsable des collégiens. Toute orientation précoce ressemble plutôt à une vidange. Et c'est éthiquement inacceptable tant pour le vidangé que le vidangeur. Ceci dit, pourquoi tous les collégiens devraient-ils obligatoirement exprimer leur intelligence de la même façon, au même moment ? Pourquoi ne pas vouloir reconnaître que certains collégiens n'en peuvent plus de faire une scolarité chaotique et, parfois, humiliante⁷ ? Pourquoi ne pas reconnaître d'autres formes de prise en charge ? Même, momentanément, hors des murs du collège ? Oui, mais toujours, et seulement, sous la responsabilité du collège unique.
- Il faut enfin attribuer des moyens stables et prévisibles au collège, en finir avec la « roue de la

Le SNPDEN propose un autre état d'esprit qui supposerait que le niveau national, hors des trames nécessaires à la cohérence du service public, abandonne l'idée que c'est à lui de trouver les remèdes à des difficultés qui s'expriment si diversement parce qu'elles sont très diverses.

fortune » des TRMD qui « descendent ». Chaque collège devrait se voir, nationalement garanti, un noyau de moyens constitué d'horaires et d'une marge de liberté automatique et recon nue. Sans cette marge de liberté, pas de créa tivité, pas de solution. Aujourd'hui, quand elle existe, cette marge est le fruit du hasard des « effets de seuil » et vite investie par de bonnes fées académiques qui ont toujours des idées sur ce qu'on doit en faire⁸.



Ne voulant rien choisir, voulant ménager tout et tous simultanément, ne satisfaisant personne, inquiétant tout le monde, jouant avec les mots puis s'étonnant que les mots ne soient que des mots, la question du collège illustre cruellement les contra dictions de notre système éducatif. Pourtant, très loin de là, dans le monde réel des vrais collèges, la vie continue. Ni pire, ni mieux que dans les pays comparables, dira-t-on. C'est vrai mais à un détail près : le service public doit convaincre qu'il est bien le meilleur s'il veut durablement survivre dans ce monde de loups déréglementés. La vraie probléma tique du collège unique, c'est bien celle du fonc tionnement du service public aujourd'hui : éteint sous le poids des bonnes intentions qui pavent si bien l'enfer.

- 1 Toujours dans le même sens des priorités, le CSE a récemment du se prononcer sur une question d'une haute importance : les couleurs des jaquettes des livrets scolaires pour le Baccalauréat. Une vraie affaire d'Etat!
- 2 Et pas la soupe habituelle du col lège-pour-tous-et-pour-chacun, ouvert et fermé, heureux et exigeant mais souple et ferme, etc. Ce qui supposerait que ce projet éducatif soit un aspect d'une véritable projet social...
- 3 N'est-il pas curieux de songer que la plupart des « innovations » tant vantées des autorités se font en marge de la loi qu'elles édictent ?
- 4 Et non uniquement de subtiles com mentaires sur le didactique des pro grammes : à quoi servent-ils si les élèves sont sur les tables ?
- 5 10 et 10 font « 10 de moyenne » comme 3 et 17...
- 6 Par exemple, jetez un coup d'œil sur certains manuels de technologie : c'est édifiant. A quand l'EPS sous forme de dissertation ?
- 7 La seule « valorisation » qui leur reste étant de « se faire remarquer ». On sait comment...
- 8 Ceci dit, indépendamment de ce noyau national, il faut aussi un espace pour des moyens contrac tualisés avec les autorités acadé miques dont la politique gagnerait ainsi en force parce qu'en lisibilité.

Le SNPND

“Vous avez annoncé que le collège serait une de vos priorités : le point de vue qu'il est, aujourd'hui, le lieu des plus grandes tensions au sein du sys tème éducatif est partagé par les per sonnels de direction.

La position du SNPNDEN sur le collège est constante et sans ambiguïté : depuis 1994, quatre congrès ont confirmé que « le collège doit accueillir tous les élèves selon des modalités différenciées mises en place par les projets d'établissement ».

Le collège unique reste une exigence éthique : tout autre modèle d'organi sation déboucherait, en l'état des choses, sur une rationalisation de la ségréga tion sociale, voire la ségrégation com munitaire. C'est le choix du projet social de l'école qui serait mis en cause : la question du collège ne peut se poser comme un problème technique d'or ganisation des études.

Le collège souffre aujourd'hui essen tiellement de difficultés de socialisation d'un nombre variable mais toujours pré sent d'élèves, et plus seulement de « mau vais élèves ». Ces difficultés sont liées à des évolutions des conditions sociales, des représentations, des liens familiaux. Alors qu'elles devraient, comme toute difficulté, être une stimulation pédago gique, elles débouchent sur une perte de sens, tant pour les élèves que pour les personnels. Pour ces derniers, s'ajoutent

EN

écrit au ministre, à propos du collège

aujourd'hui le découragement et le désarroi qui conduisent à des analyses expéditives, parfois sécuritaires, là où elles ne devraient pas être.

Une nouvelle organisation des études en termes de cycles ou d'orientation n'est pas la réponse. Une nouvelle réforme qui répéterait les précédentes, ou une autre qui leur tournerait le dos, ne nous semble pas la solution aux défis présents.

Vous avez, Monsieur le Ministre, l'opportunité de redonner un souffle au collège en avançant sur une voie peu explorée : faire appel, et confiance, à la créativité et à l'intelligence des acteurs de l'éducation.

Il n'y a pas, hors des trames nécessaires à la cohérence du service public, de solution nationale unique à des difficultés qui s'expriment si diversement parce qu'elles sont effectivement diverses. C'est principalement en suscitant les solutions locales les mieux adaptées que le collège retrouvera un souffle et un sens. Cela suppose cinq éléments :

- des lieux et des temps de débats où la créativité pédagogique puisse s'exprimer concrètement dans les collèges (dans cette perspective, le protocole propose, à l'initiative du SNPDEN, la création d'un conseil pédagogique) avec un accompagnement continu centré sur la vie de l'élève
- porter l'accent sur la certification des collégiens dont, entre autres, un socle commun vérifié et obligatoire mais auquel l'enseignement au collège ne se réduit pas
- prendre en compte toutes les compétences des collégiens, y compris celles qui n'entrent pas dans le champ habituel des savoirs scolaires
- affirmer le collège comme la seule institution res-

ponsable des collégiens même si certains collégiens peuvent ne pas être matériellement au collège mais toujours sous son contrôle pédagogique

- attribuer des moyens stables et prévisibles, autour d'un noyau national garanti, constitué d'horaires et d'une marge de liberté reconnue (indépendamment de moyens contractualisés avec les autorités académiques dont la politique gagnerait ainsi en force parce qu'en lisibilité).

C'est à la lumière de ces approches que le SNPDEN appréciera les évolutions proposées.

Je vous prie d'agréer..."

page 23
BOLLIGER

1/4 page de publicité